

RAPPORT

Une oasis de liberté dans une Europe totalitaire



RICHARD M. EBELING* • Mai 2024

Résumé

- Face à la montée du fascisme italien et du national-socialisme allemand (le nazisme) dans l'Europe des années 1920 et 1930, les universitaires libéraux (classiques) qui fuyaient les tyrannies totalitaires de Benito Mussolini et d'Adolf Hitler cherchaient un endroit sûr où leur vie ne serait pas en danger et où ils pourraient poursuivre leurs recherches intellectuelles consacrées à la liberté politique, économique et sociale. L'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève (Graduate Institute), en Suisse, est devenu ce refuge pour un certain nombre de ces personnes.
- Au cours des années 1930, le Graduate Institute, en particulier sous la direction de William E. Rappard, a réussi à réunir un corps professoral assez unique. Il était composé d'Européens et d'Américains. En particulier durant cette période, certains des membres les plus éminents étaient des intellectuels réfugiés des pays d'Europe centrale et orientale, qui fuyaient le fascisme italien et le nazisme ou qui étaient menacés par ces derniers.
- Le Graduate Institute a fini par devenir, au cours de cette période, une « oasis of sanity », dans une Europe qui tombait de plus en plus sous l'emprise du totalitarisme. Dans les années 1930, les libéraux européens étaient choqués, horrifiés et effrayés par la montée du collectivisme totalitaire. Il est essentiel de comprendre cela pour apprécier l'importance de l'Institut et de ceux qui y étaient affiliés à l'époque.
- L'héritage durable rendu possible par le Graduate Institute de Genève durant cette période de l'entre-deux-guerres est matérialisé par les idées de certains des grands libéraux classiques européens du XX^e siècle, qui ont pu trouver un lieu tranquille et sûr pour résider dans cette période de montée de la tyrannie, de la terreur et de la guerre. Espérons que de telles oasis existeront toujours quelque part pour aider à préserver l'esprit du libéralisme classique en période de crise idéologique et philosophique.

* L'auteur, ancien président de la Foundation for Economic Education, est professeur d'éthique et de libre entreprise à l'Université militaire The Citadel et membre du conseil académique de l'Institut Libéral.

Le 16 septembre 1939, à peine plus de deux semaines après le début de la Seconde Guerre mondiale en Europe avec l'invasion allemande de la Pologne le 1er septembre, l'économiste britannique, mais défenseur de l'école « autrichienne » d'économie, Lionel Robbins termine la préface de son petit livre, *The Economic Causes of War*. Les cinq chapitres qui composent ce volume de 125 pages ont initialement été présentés sous la forme d'une série de conférences à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, en Suisse, au printemps 1939.

Au moment où une nouvelle guerre mondiale menace d'ériger à nouveau des barrières politiques et militaires à la circulation relativement aisée des biens et des idées sur le continent européen, Robbins rend un hommage nostalgique à cette institution et au rôle qu'elle a joué, selon lui, dans la période de l'entre-deux-guerres :

La charmante institution qui se trouve au bord du lac incarne à ses yeux tout ce qu'il y a eu de plus stimulant et de plus inspirant durant cette période qui a séparé deux guerres mondiales. Il lui souhaite de prospérer longtemps, comme oasis de raison dans un monde de fous. Afin de préserver et de faire progresser les grands principes de la citoyenneté internationale que cette institution défend de manière remarquable. (Robbins, 1939, p. 9)

Face à la montée du fascisme italien et du national-socialisme allemand (le nazisme) dans l'Europe des années 1920 et 1930, les universitaires libéraux (classiques) qui fuyaient les tyrannies totalitaires de Benito Mussolini et d'Adolf Hitler cherchaient un endroit sûr où leur vie ne serait pas en danger et où ils pourraient poursuivre leurs recherches intellectuelles consacrées à la liberté politique, économique et sociale. L'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse, est devenu ce refuge pour un certain nombre de ces personnes. Une oasis de sagesse libérale dans une Europe de plus en plus totalitaire.

Le but et la mission de l'Institut de hautes études

Et pourtant, l'importance du Graduate Institute dans l'histoire des idées libérales de la première moitié du XX^e siècle n'a, à mon avis, pas été suffisamment soulignée. L'économiste et politologue libéral classique William E. Rappard (1883-1958) et l'historien économique Paul Mantoux (1877-1956) ont fondé le Graduate Institute en 1927. La mission de l'Institut était alors à la fois celle d'un centre de recherche scientifique sur les problèmes interdépendants de la politique internationale, de l'économie et du droit, et celle de dispenser un enseignement supérieur à une sélection cosmopolite d'étudiants intéressés par les affaires publiques du monde dans lequel ils allaient vivre.

Au cours des années 1930, le Graduate Institute, en particulier sous la direction de Rappard, a réussi à réunir un corps professoral assez unique. Il était composé d'Européens et d'Américains. En particulier durant cette période, certains des membres les plus éminents étaient des intellectuels réfugiés des pays d'Europe centrale et orientale, qui fuyaient le fascisme italien et le nazisme allemand ou qui étaient menacés par ces derniers.

Le Graduate Institute a fini par devenir, au cours de cette période, une « oasis of sanity », comme l'appelait Robbins, dans une Europe qui tombait de plus en plus sous l'emprise du totalitarisme. Dans les années 1930, les libéraux européens étaient choqués, horrifiés et effrayés par la montée du collectivisme totalitaire. Il est, à mon avis, essentiel de comprendre cela pour apprécier l'importance de l'Institut et de ceux qui y étaient affiliés à l'époque.

Le monde libre avant la première guerre mondiale

Il convient de rappeler à quel point la Première Guerre mondiale a été une tempête semblable à un ouragan qui a fait voler en éclats les structures institutionnelles et l'ordre libéral du siècle précédent. Le libéralisme du XIX^e siècle avait mis fin à l'esclavage dans la majeure partie du monde ; il avait permis à la démocratie de s'étendre en ouvrant le droit de voter ; il était devenu plus inclusif en étendant les libertés civiles aux minorités religieuses et autres ; il avait aboli un grand nombre, voire la plupart, des restrictions mercantilistes à la liberté de commerce à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe ; il avait tenté de limiter les coûts humains des conflits internationaux par des accords portant sur les « règles en matière de guerre », le traitement des prisonniers de guerre et le respect de la vie et des biens des non-combattants dans les territoires occupés en temps de guerre, et il avait cultivé l'idée de l'arbitrage des différends internationaux en lieu et place de la lutte armée.

Le monde était en train de devenir une communauté de plus en plus globale de commerce, de culture et de concurrence coopérative entre les marchés. Le niveau de vie, en particulier dans certaines régions d'Europe et d'Amérique du Nord, avait considérablement augmenté pour un nombre croissant de personnes. Le même processus se produisait, lentement mais sûrement, dans d'autres parties du monde. La qualité de vie en termes de longévité, de santé et de confort matériel s'améliorait, de façon spectaculaire. Jour après jour.

L'égalité des droits devant la loi, même si elle n'intégrait pas pleinement tous les membres de la société, était considérée comme l'idéal et la norme qui devaient servir de référence pour juger de tous les griefs et de toutes les améliorations à venir. Bien entendu, la réalité de ces idéaux était loin d'être entièrement mise en pratique, même dans les nations les plus éclairées et les plus avancées du « monde civilisé ». La discrimination, les préjugés et le sectarisme à l'encontre de divers peuples et minorités étaient monnaie courante. Les peuples soumis aux empires des « grandes puissances » occidentales ont trop souvent fait l'expérience de l'arrogance et de la cruauté de la part de leurs représentants administratifs et des colons européens. C'est pour cette raison que le libéral britannique Herbert Spencer (1820-1903), adepte du laissez-faire, résumait avec sévérité l'évolution de l'empire, dont l'expansion devait servir comme un moyen d'apporter l'Évangile chrétien aux païens : « Leur politique est simple et uniforme : des bibles d'abord, des bombes ensuite ».

La contre-révolution antilibérale de l'après-guerre

La Première Guerre mondiale et la montée des régimes tyranniques en Europe dans la période d'après-guerre sont apparues aux libéraux classiques comme un cataclysme de destruction idéologique, politique et économique. Menaçant de mettre en danger tout ce que le libéralisme avait accompli au cours du siècle précédent.

Il y a d'abord eu la victoire de Lénine et des bolcheviks en Russie après la révolution de 1917. Une guerre civile sanglante de trois ans a laissé place, à la fin des années 1920, à la dictature de Staline, avec sa collectivisation forcée des terres, qui a fait mourir de faim des millions de personnes au nom de la « mise en place du socialisme ». Puis, il y a eu la montée du fascisme italien en 1922 avec la « marche sur Rome » de Mussolini, et l'invention par le « Duce » du terme « totalitarisme », censé rendre compte de la nouvelle vision collectiviste selon laquelle l'individu n'est rien et l'État est tout. Ensuite, il y a eu l'arrivée au pouvoir du national-socialisme hitlérien en Allemagne en 1933, avec l'élimination rapide de la démocratie de Weimar, la tyrannie brutale fondée sur la race imposée par les voyous nazis dans les rues et la construction de camps de concentration.

En 1932, Benedetto Croce (1866-1952), philosophe libéral italien de renommée internationale, constatait :

« Nous nous souvenons de la vieille Europe [d'avant-guerre] avec ses richesses, son commerce florissant, l'abondance de ses biens, sa facilité de vie, son audacieux sentiment de sécurité ; nous voyons aujourd'hui la nouvelle Europe - appauvrie, découragée, traversée de barrières tarifaires élevées, chaque nation occupée par ses propres affaires, trop désemparée pour prêter attention aux questions spirituelles et tourmentée par la crainte d'un avenir encore plus sombre... L'impatience à l'égard des institutions libres a conduit à de véritables dictatures et, là où les dictatures n'existent pas, au désir d'en avoir. La liberté, qui avant la guerre était une conviction, ou du moins acceptée par routine, a maintenant disparu du cœur des hommes, même si elle survit dans certaines institutions ».

Guglielmo Ferrero, historien italien de la liberté

Le Graduate Institute devait servir, à sa modeste échelle, de rempart intellectuel contre ces tendances collectivistes et totalitaires. Le premier universitaire de renommée internationale à trouver refuge et résidence à l'Institut à Genève fut l'historien italien Guglielmo Ferrero (1871-1942). Presque oublié aujourd'hui, Ferrero était, dans la première moitié du XX^e siècle, l'un des historiens les plus connus et respectés, en Europe ainsi qu'aux États-Unis. Il a publié *The Greatness and Decline of Rome* (1909), cinq volumes qui retracent l'histoire de Rome, ainsi que des ouvrages sur *The Ruin of Ancient Civilization and the Triumph of Christianity* (1921) et une comparaison entre la Rome antique et l'Amérique moderne (1914).

Ferrero était également un libéral farouchement opposé à la guerre, ayant rédigé un ouvrage consacré au militarisme (*Militarism*, 1902). Au lendemain de la Première Guerre mondiale, il publie *The Problems of Peace, from the Holy Alliance to the*

League of Nations (1919). Pour lui, les conflits et les instabilités de l'Europe trouvent leur origine dans la recherche d'une légitimité et d'une stabilité politiques depuis la disparition de la croyance en la monarchie, symbolisée par la décapitation de Louis XVI lors de la Révolution française ; à sa place sont apparues des alternatives politiques concurrentes (despotisme, démocratie, nationalisme et socialisme), dont les rivalités pour la légitimité politique ont contribué à planter les graines qui ont culminé avec la Grande Guerre de 1914-1918.

Fervent antifasciste, Ferrero avait été assigné à résidence par le gouvernement de Mussolini et s'était vu interdire d'enseigner ou de donner des conférences en Italie. En 1930, il obtient l'autorisation de partir en Suisse pour occuper une chaire d'histoire au Graduate Institute, qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1942. Dans cet environnement paisible, il écrit une série d'ouvrages sur la compréhension des idées antilibérales de l'époque dans leur contexte historique, dont *Paix et guerre* (1933), *La reconstruction de l'Europe : Talleyrand et le Congrès de Vienne, 1814-1815* (1941) ; *The Principles of Power : Great Political Crises of History* (1942) ; et des conférences publiées à titre posthume qu'il avait données au Graduate Institute sur *Les deux révolutions françaises, 1789-1796* (1968).

L'un des thèmes sous-jacents de ces ouvrages est la menace croissante d'une guerre totale avec des armes incroyablement destructrices en raison du déséquilibre de la relation délicate entre la liberté humaine et l'ordre institutionnel traditionnel, qui a prévalu d'une manière ou d'une autre au XIX^e siècle, alors que le conservatisme cédait à contrecœur sous la pression du libéralisme.

Ferrero a saisi une partie de l'idée à l'origine du Graduate Institute. Il a utilisé l'histoire pour comprendre la longue lutte des individus pour l'ordre social, la liberté économique et la légitimité politique. Il établit un lien entre les courants intellectuels du XIX^e siècle libéral et la montée de l'État collectiviste au XX^e siècle, qui intégrait cette nouvelle idéologie de la guerre totale et du contrôle complet de l'humanité par l'État. Ferrero a démontré l'impact de cette idéologie sur les gens ordinaires dans un volume intitulé *Paroles aux sourds* (1926), écrit alors qu'il vivait encore dans l'Italie fasciste :

« Peu à peu, les États deviennent des divinités monstrueuses et toutes-puissantes. Ils obligent les gens à travailler, à se battre. Ils ne les laissent plus dormir, ils les broient et les plument sans pitié, au nom de la liberté, du progrès, de la patrie, du roi, de l'empereur, de la république, du socialisme, du peuple, du prolétariat. Des noms multiples pour un seul et même devoir : obéir, travailler, payer. Et plus les États deviennent exigeants, plus la capitulation des peuples est totale. Ils se coalisent en masses homogènes ; races, nations, classes, partis, professions ; ils apprennent à travailler sans repos, comme des soldats ; ils se laissent endoctriner par le maître, opprimer par le fisc ; maltraiter par le magistrat ; malmener par le sergent ; ils vont à l'école, à l'usine, à la caserne ; et à notre époque... ils portent l'uniforme de trois disciplines : le travail, l'État et l'armée. »

Hans Kelsen et Ludwig von Mises, le groupe d'Autrichiens

En 1934, le corps professoral du Graduate Institute accueille deux nouveaux membres importants : le juriste autrichien Hans Kelsen (1881-1973) et l'économiste autrichien de renommée internationale Ludwig von Mises (1881-1973). Kelsen fut l'un des principaux auteurs de la constitution de 1920 de la nouvelle République autrichienne d'après-guerre, suite à l'éclatement de l'ancien Empire austro-hongrois. Cette constitution, globalement libérale, demeura en vigueur jusqu'en 1933, date à laquelle une dictature de type fasciste s'installa en Autriche. Il quitte l'Autriche en 1930 pour occuper un poste de professeur en Allemagne, mais il est démis de ses fonctions par les nazis en 1933, au moment de la purge visant à éliminer les personnes d'ascendance juive du système universitaire allemand. Il accepte alors un poste de professeur de droit international au Graduate Institute, à partir de l'automne 1934 et y reste jusqu'à ce qu'il s'installe aux États-Unis en 1940, pour occuper un poste à l'Université de Californie à Berkeley.

Ludwig von Mises était lui considéré dans les années 1920 et 1930 comme l'une des figures de proue de l'école autrichienne d'économie. Il a développé la théorie « autrichienne » de la monnaie et du cycle économique et a également remis en question la viabilité d'un système économique centralisé en s'interrogeant sur la capacité d'un calcul économique rationnel dans une société socialiste qui a aboli la propriété privée des moyens de production et mis fin à un système de prix concurrentiel fonctionnel.

Mises était aussi largement connu comme un critique du communisme et du nazisme. En effet, dès 1925, il avait analysé l'idéologie anti-marxiste émergente du « national-socialisme » en Allemagne. Il avertissait que de nombreux Allemands « plaçaient leurs espoirs dans la venue d'un homme fort - le tyran qui pensera à leur place et s'occupera d'eux ». Il se demandait quel pays pourrait être l'allié logique d'un tel national-socialisme allemand, s'il arrivait au pouvoir et souhaitait se venger militairement de la défaite de l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale ? La réponse de Mises était la Russie soviétique, l'autre paria et outsider de la politique européenne. Après tout, dit-il, « l'antimarxisme allemand et le supermarxisme russe ne sont pas très éloignés l'un de l'autre ». En d'autres termes, Mises a anticipé le pacte nazi-soviétique d'août 1939, près de 15 ans avant l'alliance Hitler-Staline qui a préparé le terrain pour le début de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

Lorsque William Rappard écrit à Mises en mars 1934 pour lui proposer un poste de professeur invité de sciences économiques internationales au Graduate Institute, Mises accepte presque immédiatement l'invitation et s'installe à Genève pour le semestre d'automne 1934. Ce poste de professeur invité sera renouvelé chaque année et Mises restera au Graduate Institute jusqu'à l'été 1940, date à laquelle il s'installera aux États-Unis, où il vivra jusqu'à sa mort en 1973.

Wilhelm Röpke, l'ennemi déclaré du national-socialisme

L'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne en janvier 1933 a déclenché la fuite de nombreux réfugiés à la recherche d'un nouveau lieu de vie, face à la brutalité, à la terreur et à l'antisémitisme des nazis. Dans les semaines qui ont suivi la nomination d'Hitler au poste de chancelier, l'économiste libéral Wilhelm Röpke (1899-1966) a publiquement mis en garde ses compatriotes allemands contre le mal qui était en train de s'abattre sur leur pays. Il n'avait de cesse d'avertir que le nazisme représentait une nouvelle « barbarie illibérale » fondée sur la « servitude », l'État étant « l'objet d'une idolâtrie sans précédent ». Mais aussi sur l'« irrationalisme », avec son appel au « sang », au « sol » et à une « tempête d'émotions destructrices et indisciplinées ». Il s'inquiétait par ailleurs du « brutalisme » nazi, en vertu duquel « tout acte immoral et brutal est justifié par le caractère sacré de la finalité politique ». Pour Röpke, si le peuple allemand faisait le choix d'accepter activement ou passivement ce nouveau régime, alors « une nation qui cède au brutalisme s'exclut elle-même de la communauté de la civilisation occidentale ».

Les critiques publiques de Röpke et son rejet de la nouvelle ère nazie en Allemagne, notamment ses protestations contre l'expulsion des professeurs juifs des universités allemandes, lui valent d'être renvoyé de l'Université de Marburg et de recevoir la visite de deux voyous nazis l'avertissant des conséquences que pourrait avoir le fait de ne pas être en phase avec « l'ordre nouveau ». Pour la sécurité de sa famille, Röpke décide de s'exiler à l'Université d'Istanbul, en Turquie, en 1934. En 1937, il accepte un poste de professeur au Graduate Institute de Genève. Poste qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1966. Pendant les années de guerre, il a reçu à trois reprises des offres de postes de professeur aux États-Unis. À chaque fois, il a poliment décliné l'offre, déclarant que son devoir était de rester dans une Suisse neutre et d'être la voix de la raison libérale favorable au marché en vue de la reconstruction de l'Europe d'après-guerre, y compris de l'Allemagne post-nazie.

Röpke passe les années de guerre au Graduate Institute à écrire une trilogie : *The Social Crisis of Our Time* (1942), *Civitas Humana* (1944) et *International Order* (1945), dans lesquels il analyse avec perspicacité les idées et idéologies philosophiques, sociales, culturelles et économiques qui ont entraîné la disparition de l'ancien ordre mondial libéral. Des copies de ses livres ont été introduites clandestinement dans l'Allemagne nazie pendant les années de guerre, et elles ont grandement influencé et inspiré les économistes allemands d'orientation libérale qui ont survécu. Ils ont utilisé ses idées pour aider à mettre en place des réformes du marché libre dans l'Allemagne de l'Ouest de l'après-guerre, à partir de 1945.

Michael Heilperin et les dangers du nationalisme économique

Un autre membre du corps professoral du Graduate Institute mérite d'être mentionné : Michael A. Heilperin (1909-1971). Originaire de Varsovie, en Pologne, Heilperin rejoint la faculté en 1937, à peu près en même temps que Wilhelm Röpke. Il a écrit notamment *International Monetary Economics* (1939), *Economic Policy and*

Democracy (1943), *The Trade of Nations* (1952), *Studies in Economic Nationalism* (1962) et *Aspects of the Pathology of Money* (1968). Le thème qui revient constamment dans ces ouvrages est le danger politique et économique de la planification collectiviste, le néomercantilisme de l'économie keynésienne et l'instabilité des monnaies fiduciaires qui sapent la prospérité économique par des inflations monétaires. Pendant la guerre, il travaille à New York pour la société Bristol-Myers, pour laquelle il écrit des brochures sur le marché libre, dont une intitulée *How Full is Full Employment* (1944) qui conteste les théories keynésiennes du « plein emploi » aux États-Unis.

William Rappard, un intellectuel de renommée internationale pour lutter contre le totalitarisme

Mais la figure de proue du Graduate Institute était sans conteste son directeur, William E. Rappard. Né à New York de parents suisses alors que son père travaillait aux États-Unis, il termine ses études supérieures en économie à l'Université de Harvard (1906-1908) et passe l'année académique suivante (1908-1909) à l'Université de Vienne où il suit, entre autres, le séminaire d'études supérieures d'Eugen von Böhm-Bawerk. Il enseigne ensuite l'économie politique à l'Université de Harvard (1911-1913), avant d'être nommé professeur d'histoire économique et de finances publiques à l'Université de Genève, en Suisse.

En plus de réunir un corps professoral de haut niveau composé d'universitaires internationaux au Graduate Institute, Rappard a lancé une série annuelle de conférences sur un large éventail de sujets concernant les questions politiques, économiques, sociales et juridiques liées à la paix, à la prospérité et à l'ordre international. Ces conférences ont été publiées dans une collection intitulée *Problems of Peace*, qui a été éditée de 1928 à 1939. En outre, en 1938, un volume d'essais, *The World Crisis*, fut publié à l'occasion du dixième anniversaire du Graduate Institute. Les contributions à ce volume, en particulier celles de Mises, Röpke, Heilperin et Ferrero, analysaient et réfutaient les idéologies et les politiques collectivistes qui ravageaient l'Europe.

Chaque année, des universitaires étaient invités à l'Institut, généralement au printemps, pour donner une série de conférences sur un thème sélectionné en fonction du contexte politique et économique mondial. Bon nombre de ces conférences ont ensuite été publiées sous forme de livres. Parmi ces conférenciers et auteurs, on peut citer F. A. Hayek, Lionel Robbins, Louis Rougier, Quincy Wright, Mortiz J. Bonn et Wilhelm Röpke (avant qu'il ne soit nommé au Graduate Institute).

Rappard lui-même était un auteur prolifique. Si l'on devait retenir une préoccupation principale dans pratiquement tous les écrits de Rappard, en particulier dans les années 1930, il s'agirait des menaces que font peser sur un monde pacifique, prospère et libre la montée et l'expansion des régimes totalitaires et nationalistes. Aux yeux de Rappard, la grande réussite du mouvement libéral du XIX^e siècle a été

de libérer l'individu des contraintes souvent sévères et injustifiables de gouvernements oppressifs dans les domaines de la vie privée, sociale, politique et économique. Le XX^e siècle, cependant, a vu un retour à un ordre politique dominant sous la forme de régimes communistes, fascistes et nazis.

Toutes ces variantes du collectivisme prétendaient imposer à la société des systèmes politico-économiques rigides et globaux au nom du « peuple » et de son bien-être ; malheureusement, trop de gens, en particulier dans les sociétés européennes, ont été séduits par l'idée de la montée en puissance de gouvernements paternalistes promettant de prendre soin d'eux et de répondre à tous leurs besoins et à tous leurs désirs. Rappard exprimait ainsi son inquiétude : « L'individu a de plus en plus exigé de l'État des services que l'État est prêt à lui rendre. Il a ainsi été amené à rendre à l'État une autorité sur lui-même que les révolutions du début du XIX^e siècle avaient pour principal objectif d'ébranler et de briser ». Cette situation a créé ce que Rappard a appelé *The Crisis of Democracy* (1938), dans laquelle la société libre était confrontée au défi d'être totalement minée et renversée dans toutes ses facettes politiques, économiques et sociales.

Dans plusieurs essais éclairants, Rappard a défendu l'idéal d'un ordre international dans lequel les pays respectent les droits individuels de leurs propres citoyens et ceux des citoyens d'autres nations, à travers un système de commerce et d'échange libre. Malheureusement, les réalisations notables de l'époque précédant la Première Guerre mondiale ont été supplantées par le nationalisme économique et le protectionnisme prenant la forme d'une dangereuse course à l'armement économique et militaire. Tous les efforts déployés par les amis d'un monde pacifique et prospère ont échoué et ont finalement conduit au désastre de la Seconde Guerre mondiale.

Après la Seconde Guerre mondiale, Rappard a continué à mettre en garde contre les dangers des superpuissances qui tentaient de planifier et de « faire la police » dans le monde. Il a articulé les prémisses et les principes qui sous-tendent la neutralité et la non-intervention de la Suisse, comme un guide pour la politique internationale en général.

L'héritage durable du Graduate Institute de Genève

En servant d'oasis du bon sens libéral en Europe dans les années 1920 et 1930, Rappard et le Graduate Institute n'ont pas seulement sauvé la vie de certains universitaires qui auraient pu être emprisonnés, torturés, voire assassinés par les nazis (en particulier Ludwig von Mises, Hans Kelsen et Michael Heilperin, qui étaient juifs). Ils ont également fourni un environnement intellectuel sûr et paisible à certains des libéraux classiques européens qui avaient survécu, afin de préserver et de faire progresser les idées de liberté dans un océan de totalitarisme.

Dans les mémoires que Mises a rédigés après son arrivée aux États-Unis en 1940, il évoque ses six années passées au Graduate Institute et déclare : « Il y régnait une atmosphère amicale entre les professeurs et les étudiants. L'esprit du véritable libéralisme s'épanouissait dans cette institution unique. Autour de nous, un déluge de

barbaries déferlait et nous savions tous que nous ne luttons pratiquement sans espoir ». Mais comme Mises l'a également exprimé dans l'avant-propos de la première édition de son traité *Human Action* (1949), c'est dans « l'atmosphère sereine de ce lieu d'étude » qu'il a pu rédiger la version originale de son grand ouvrage sur l'économie et la philosophie sociale d'une société libre.

L'héritage durable rendu possible par le Graduate Institute de Genève durant cette période de l'entre-deux-guerres est matérialisé par les idées de certains des grands libéraux classiques européens du XX^e siècle, qui ont pu trouver un lieu tranquille et sûr pour résider dans cette période de montée de la tyrannie, de la terreur et de la guerre. Espérons que de tels lieux existeront toujours quelque part pour aider à préserver l'esprit du libéralisme classique en période de crise idéologique et philosophique.



INSTITUT LIBÉRAL
Au service de la liberté

Impressum

Institut Libéral
Boulevard de Grancy 19
1006 Lausanne, Suisse
Tel.: +41 (0)21 510 32 00
liberal@libinst.ch

Cette contribution est une traduction d'un texte publié en anglais par l'AIER (American Institute for Economic Research).

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2024, Institut Libéral.